
16 octobre : Journée Mondiale de la Souveraineté Alimentaire

Le modèle de développement économique soutenu par les centres de pouvoir a déjà clairement démontré qu'il mène au désastre social et environnemental, tant au niveau local que sur le plan global. Le changement climatique en est l'exemple le plus clair en ce qui a trait à l'environnement, alors que la pénurie d'aliments toujours croissante et dont des millions de personnes souffrent le démontre au niveau social.

Les politiques globales non seulement ne font rien pour résoudre les problèmes, elles les aggravent. Non pas par ignorance, mais plutôt par dessein. Le résultat est l'appropriation de toujours plus de ressources par des entreprises transnationales de plus en plus grandes et puissantes. La semence, l'eau, le sol, la biodiversité deviennent la propriété de ces entreprises et les populations locales sont dépouillées des ressources desquelles elles vivent. Voici quelques exemples qui vont en ce sens :

- L'agriculture familiale, qui produit une grande variété d'aliments, est détruite pour donner lieu à la production industrielle d'un seul produit, habituellement non destiné à l'alimentation humaine et régulièrement exporté.
- D'immenses terres agricoles et pour le bétail sont destinées à la production de bois pour la pâte à papier (eucalyptus, pins) ou de biocarburants (maïs, palmier à huile, canne à sucre, jatropha).
- Les mangroves – source de vie pour des milliers d'habitants locaux – sont détruits pour donner lieu à la production industrielle de crevettes pour l'exportation.
- L'exploitation commerciale des forêts affecte non seulement la disponibilité des aliments et des autres ressources dont les populations locales dépendent, mais elle est en plus le point de départ du remplacement de la forêt par des monocultures destinées à l'exportation (soya, palmier à huile, caoutchouc).
- L'exploitation du pétrole et des mines polluent l'eau, l'air ainsi que les ressources dont s'alimentent les populations locales (pêche, chasse, cueillette).
- Les grands barrages hydroélectriques expulsent des populations entières et détruisent les ressources alimentaires dont dépendent des milliers de personnes qui habitent la zone touchée.

Rien de cela n'est fortuit et les décisions sont prises en pleine conscience des impacts qu'elles génèrent. Derrière le discours du « développement durable » a lieu la destruction à grande échelle de la nature et de toutes les ressources qui assuraient jusqu'à maintenant la souveraineté alimentaire des populations locales.

Le fossé entre les besoins des grandes majorités et les politiques globales est de plus en plus profond. Alors que les peuples réclament des aliments en quantités suffisantes et de qualité acceptable, les gouvernements ouvrent les portes aux investissements étrangers qui accentuent le processus d'appropriation et de destruction des ressources. Par conséquent, les populations des

pays riches en ressources naturelles sont dépouillées de leurs ressources, deviennent de plus en plus pauvres et en viennent à souffrir de la faim et de la malnutrition.

Pour comble, même les problèmes les plus graves – comme par exemple le changement climatique – sont perçus par le pouvoir économique comme des « opportunités d'affaire » et sont traités comme tels. C'est ainsi qu'on a développé un « marché du carbone » scientifiquement absurde mais économiquement très rentable, dans lequel de destructives monocultures d'arbres sont présentées comme de positifs « puits de carbone », où l'on négocie en dollars la conservation ou la destruction des forêts, où l'on fait la promotion des très controversés biocarburants en tant que planche de salut de l'humanité, où l'impossible devient possible : que la combustion du pétrole puisse se « compenser » et que des personnes et entreprises puissent devenir « neutres en carbone » grâce à de simples paiements faits à d'habiles entrepreneurs du marché du carbone.

Face à ce panorama, nombreux sont ceux qui se lèvent et cherchent des alternatives réelles pour affronter les catastrophes sociale et environnementale croissantes que les grandes entreprises ont imposé à l'humanité. Plusieurs d'entre eux s'unissant maintenant sous la bannière de la souveraineté alimentaire, font appel au bon sens et destinent les terres à la satisfaction des besoins alimentaires des gens, font la promotion de l'agriculture familiale et coopérative comme base de la production d'aliments, propulsent le commerce local, envisagent la conservation des ressources grâce à des pratiques agricoles, forestières et du bétail adéquates. Finalement, ils font appel à la justice sociale basée sur une utilisation responsable de la nature.

Ce 16 octobre nous faisons donc un appel à tous et à toutes pour que cette date serve à unifier encore plus de combats pour défendre et promouvoir la Souveraineté Alimentaire des peuples.